

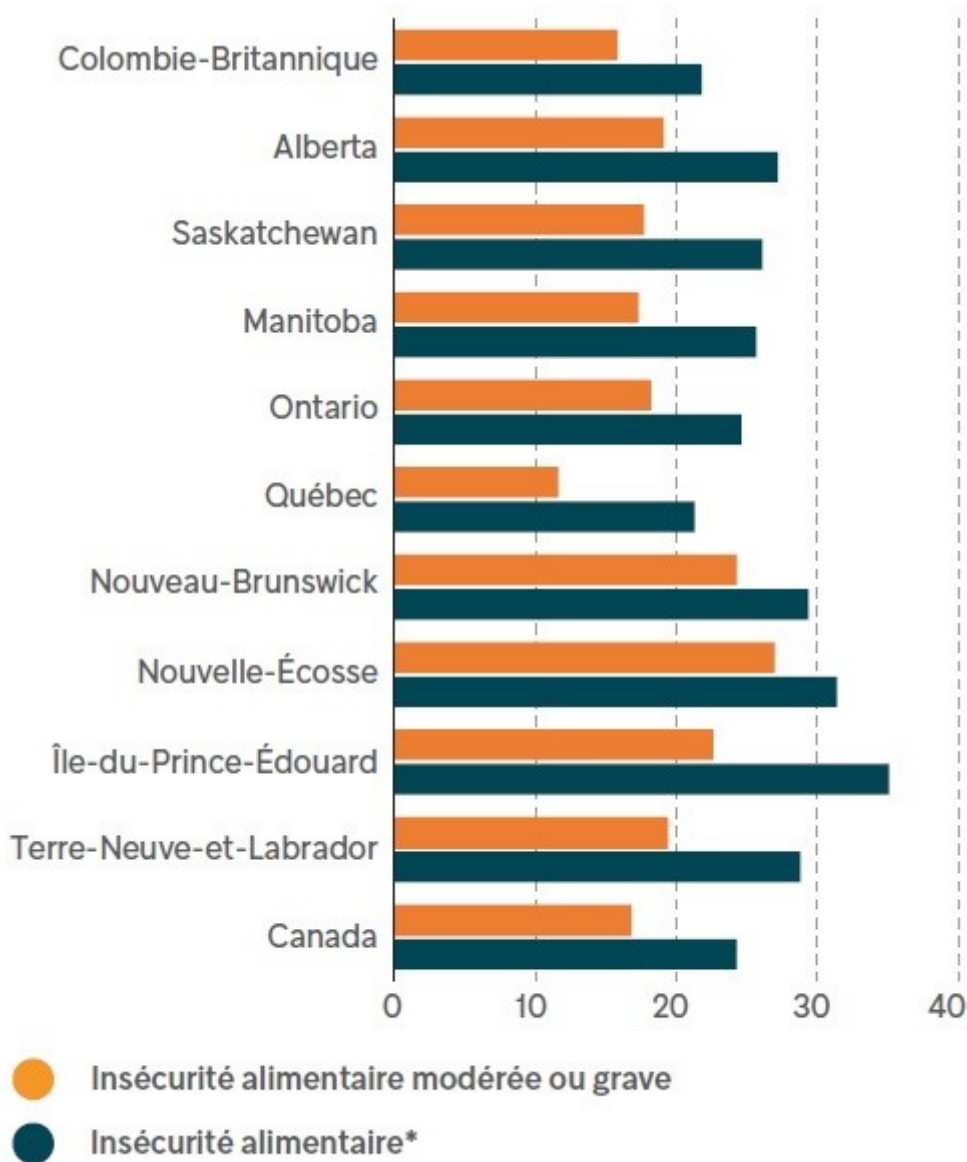
Préfiguration d'un programme universel d'alimentation scolaire au Québec

26 septembre 2023

En août 2023, l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (Iris), organisme indépendant québécois, a publié une étude envisageant la mise en place d'un programme universel d'alimentation scolaire dans la province (1 repas gratuit par élève et par jour de classe). Cette étude apporte des éléments, notamment aux décideurs publics, pour anticiper la création d'un programme national d'alimentation dans les écoles.

L'auteure dresse d'abord un état des lieux de ce type d'interventions. Le Canada fait figure d'exception parmi les pays du G7 et de l'OCDE, puisque seuls 12 % des élèves canadiens en bénéficient. Le plus souvent, les actions publiques canadiennes ciblent l'insécurité alimentaire et les conséquences de la pauvreté, avec des financements faibles (0,10 \$/jour/élève en moyenne). Leur renforcement récent, notamment au Québec, reste insuffisant au regard de la prévalence de l'insécurité alimentaire (figure ci-dessous) qui concerne un cinquième des enfants québécois, soit 209 000 élèves.

Taux d'insécurité alimentaire chez les moins de 18 ans (en %), au Canada et dans les provinces, en 2021



* Inclut l'insécurité alimentaire marginale, modérée ou grave.

Source : Iris

Selon l'auteure, le dispositif d'aide alimentaire de la province présente plusieurs limites : accès inégal et mesures stigmatisantes ; financements insuffisants (publics) ou peu prévisibles (philanthropiques). Par ailleurs, si 59 % des établissements scolaires proposent des repas chauds, seulement 62 % des élèves du primaire y ont accès, alors que quasiment tous les élèves du secondaire en bénéficient. Enfin, ce service de repas est la norme dans les régions très urbanisées (ex. Montréal) alors que l'éloignement et la faible densité de population rendent les approvisionnements et la distribution plus difficiles dans d'autres (Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, etc.).

Dans ce contexte, un programme universel d'alimentation scolaire aurait divers bénéfices pour les enfants (sanitaires, éducatifs), les acteurs (levier de développement local et durable), l'économie (notamment l'activité agricole). L'auteure explore plusieurs modèles, présentant des caractéristiques communes : gratuité des repas, financement public, rémunération viable des employés (dans un contexte de forte vacance de postes dans la restauration), etc. Elle estime le coût global à 1,7 milliard de

dollars canadiens par an (figure ci-dessous). S'y ajouteraient 289 millions d'investissements initiaux dans les équipements (construction de cuisines) et 113 millions annuels pour des volets éducatifs et durables complémentaires.

Estimation du coût d'un programme universel d'alimentation scolaire pour le Québec

Investissement initial	289 M\$
Programme d'infrastructures alimentaires	289 M\$
Coût du service de repas	1 700 M\$
Repas	1 500 M\$
Encadrement services de garde	279 M\$
Mesures d'aide alimentaire actuelles	(67 M\$)
Coût des volets complémentaires	113 M\$
Volet pédagogie alimentaire	75,3 M\$
Volet approvisionnement durable	37,7 M\$

Source : Iris

En conclusion, l'auteure souligne que le redéploiement de fonds publics pourrait couvrir cet investissement important. Le coût pour le budget du Québec serait équivalent, en proportion, à ce qu'il est pour la Finlande, pionnière avec un programme similaire depuis 1984.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : [Iris](#)